



## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**30 JUIN 2018**

## SOMMAIRE

I.	RAPPORT D'ACTIVITE DU 1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2018	3
II.	COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2018	5
	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	5
	ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES	5
	ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE	6
	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	6
	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	8
III.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 201	15
IV.	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	16

## I. RAPPORT D'ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2018

### 1. Evénements importants survenus sur le semestre et leur incidence sur les comptes

#### Progression du résultat opérationnel courant.

Le Groupe Micropole a réalisé sur le 1<sup>er</sup> semestre 2018, un chiffre d'affaires de 54,5 m€ contre 55,6 m€ en 2017 (retraité d'IFRS 15 entré en application au 1<sup>er</sup> janvier 2018). Ce chiffre, conforme aux attentes du Groupe, a été impacté par les cessations d'activités et désinvestissements intervenus sur 2017 à hauteur de 2 millions d'euros. Sur le 1<sup>er</sup> semestre, à périmètre et taux de change constants, la progression du chiffre d'affaires s'élève à 2,5%.

Durant la période, l'activité à l'international a progressé de 8,4% sur le semestre, à périmètre et taux de change constants. En France, l'activité est restée stable, marquée par un fort dynamisme des régions (+16% sur S1 à périmètre constant) et une forte tension sur les ressources en Ile-de-France.

Porté par l'évolution positive du positionnement prix des prestations du Groupe, le résultat opérationnel courant enregistre son huitième semestre consécutif de croissance, avec une progression de 7,2% à 2 millions d'euros et s'établit à 3,7% du chiffre d'affaires, malgré un effet jour défavorable sur la période. A nombre de jours constant, le résultat opérationnel courant serait en amélioration de 1 point (4,3% vs 3,3% sur S1 2017).

Sur la zone Europe, le résultat opérationnel courant est en progression de 0,6 point et s'établit à 4,2%, porté essentiellement par l'amélioration des indicateurs opérationnels en Suisse, Benelux et en régions, ainsi que par le fort dynamisme commercial qui valide le positionnement du Groupe, basé sur les prestations à Valeur Ajoutée et l'Innovation à destination des directions Métiers, Digitales & IT.

Concernant les activités annexes sur la période, l'institut de formation du Groupe marque le son retour à l'équilibre opérationnel, alors que les activités en Chine ont été impactées par le retrait de plusieurs clients importants du territoire et un ralentissement des investissements.

Par ailleurs, des coûts non récurrents à hauteur de 0,9 millions d'euros dont 0,7 millions d'euros liés à la restructuration initiée en 2017 (baux commerciaux et indemnités de départs), ont affecté le résultat opérationnel. Le résultat net du Groupe sur la période s'établit de son côté à 0,3 millions d'euros.

Micropole conserve une structure financière solide avec une dette nette en diminution de 2,5 millions d'euros. La trésorerie s'établit à 7,9 millions d'euros contre 13,6 millions d'euros au 31/12/2017, sous l'effet de la saisonnalité. Les capitaux propres sont stables et s'élèvent à plus de 50 millions d'euros.

#### Recrutement

Sur un marché du recrutement toujours en tension, le groupe poursuit sa recherche active de consultants métiers, chefs de projets et experts data pour accompagner sa croissance. Le Groupe continue d'attirer les meilleurs talents du marché et, grâce au dynamisme de sa politique marque employeur, a renouvelé cette année encore ses labellisations Happy at Work for Starters et Happy Trainees.

### 2. Perspectives, principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir

Hormis les incertitudes liées à l'évolution des conditions économiques du marché, le groupe considère que les principaux risques n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans le document de référence 2017 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 juin 2018 aux pages 59 à 62.

## **Plan financier stratégique TARGET 2021**

Le groupe Micropole annonce le lancement d'un plan stratégique à 3 ans baptisé Target 21. Celui-ci vise à conforter le positionnement du Groupe comme acteur de référence dans la création et la mise en œuvre de stratégies Data & Digital et à ramener le résultat opérationnel courant au niveau des meilleurs acteurs du Conseil et des Services.

La mise en œuvre va s'appuyer d'une part sur l'accentuation du positionnement et d'autre part sur plusieurs leviers opérationnels.

En termes d'objectifs financiers et à périmètre comparable, le Groupe vise un chiffre d'affaires de 160 millions d'euros en 2021 avec un effectif de 1500 collaborateurs dans le monde, et un résultat opérationnel courant supérieur à 8%.

### **Une stratégie fondée sur la Valeur Ajoutée**

Micropole est d'ores et déjà reconnu comme l'un des acteurs de référence pouvant assister ses clients depuis les phases très en amont de Conseil jusqu'à la mise en œuvre, et ce sur trois offres : Digital Experience (ex-Transformation digitale - agence Wide), Data Intelligence & Performance (ex Pilotage de la performance), Data Gouvernance & Architecture (ex Gouvernance des données).

La capacité à mettre en place des équipes transverses regroupant des consultants Marketing, des consultants Métiers, des Data Scientists et des ingénieurs est un point particulièrement différenciant.

En termes de croissance, Micropole va accélérer le déploiement de l'ensemble de ses offres dans ses implantations géographiques européennes (France, Suisse et Benelux), notamment par des opérations de croissance externe ciblées. Enfin, le Groupe travaille sur le lancement de nouvelles offres packagées autour de la Data fondées sur de nouveaux business model.

Face à un marché en forte croissance, le Groupe Micropole souhaite donc clairement privilégier l'innovation et la valeur ajoutée plutôt que le volume de chiffre d'affaires.

### **Trois leviers d'actions**

Le plan d'action visant à la progression des marges s'appuie sur 3 leviers :

- Efficacité commerciale
  - meilleure segmentation des clients, poursuite de la montée en gamme des prestations autour du Conseil, augmentation du cross-selling.
- Efficacité opérationnelle
  - diminution du volume d'affaires en mode forfaitaire, création de Hub de compétences, optimisation des ressources.
- Stratégie RH
  - renforcement du management de proximité, gestion personnalisée de l'évolution des carrières, meilleure industrialisation du recrutement, implication plus forte des collaborateurs dans l'Innovation.

## II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2018

### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 <sup>(1)</sup> 6 mois	31/12/2017 <sup>(1)</sup> 12 mois
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES</b>	3.1	<b>54 481</b>	<b>55 582</b>	<b>107 699</b>
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats et sous-traitance		-8 033	-7 570	-14 835
Charges de personnel	3.2	-37 347	-38 880	-74 666
Charges externes		-5 814	-6 064	-12 084
Impôts et taxes		-696	-708	-1 451
Dotations aux amortissements		-512	-569	-1 047
Dotations nettes aux provisions		-91	61	-13
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>1 987</b>	<b>1 852</b>	<b>3 604</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>3,6%</i>	<i>3,3%</i>	<i>3,3%</i>
Autres produits et charges opérationnels	3.3	-941	-760	-2 008
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>1 046</b>	<b>1 092</b>	<b>1 596</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,9%</i>	<i>2,0%</i>	<i>1,5%</i>
Coût de l'endettement financier net		-183	-251	-597
Autres produits et charges financiers		-92	-49	12
Charges d'impôt	3.4	-448	-259	-2 582
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>323</b>	<b>533</b>	<b>-1 572</b>
Résultat net des activités destinées à être cédées/abandonnées		-	-329	-329
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>323</b>	<b>204</b>	<b>-1 901</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>0,6%</i>	<i>0,4%</i>	<i>-1,8%</i>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		-40	130	138
Part attribuable aux actionnaires de la société		363	74	-2 039
Résultat par action (en euro)	3.5	0,01	0,01	-0,07
Résultat dilué par action (en euro)		0,01	0,01	-0,06

<sup>(1)</sup> : En application de la norme IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les informations comparatives au 30/06/2017 et au 31/12/2017 ont été retraitées (note 1.2).

### ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 6 mois	31/12/2017 12 mois
<b>Résultat de la période</b>		<b>363</b>	<b>74</b>	<b>-2 039</b>
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables en résultat				
- Ecart actuariels sur provision retraite		-	-	85
- Effets d'impôts		-	-	-
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables en résultat				
- Différence de conversion		58	-70	-436
- Effets d'impôts		-	-	-
<b>Total des gains et pertes de la période</b>		<b>421</b>	<b>4</b>	<b>-2 389</b>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		0	0	0
Part attribuable aux actionnaires		421	4	-2 389

## ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2018	31/12/2017
<b>ACTIF</b>			
<b>Total actifs non courants</b>		<b>57 376</b>	<b>56 838</b>
Ecart d'acquisition	4.1	50 799	50 755
Autres immobilisations incorporelles		2 542	2 146
Immobilisations corporelles		1 048	1 034
Actifs financiers non courants		2 500	2 416
Actifs d'impôt différé		487	487
<b>Total actifs courants</b>		<b>60 409</b>	<b>69 601</b>
Clients et autres débiteurs	4.2	52 452	55 948
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.5	7 867	13 652
Actifs destinés à la vente		-	-
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>117 785</b>	<b>126 439</b>
<b>PASSIF</b>			
	Notes	30/06/2018	31/12/2017
<b>Capitaux propres</b>	4.3	<b>50 401</b>	<b>49 593</b>
Capital		1 440	1 428
Primes et réserves		48 516	50 082
Résultat de la période		363	-2 039
Intérêts minoritaires		82	122
<b>Passifs non courants</b>		<b>17 220</b>	<b>14 758</b>
Provisions non courantes		1 552	1 472
Emprunts long terme	4.5	14 931	12 438
Autres passifs non courants		737	848
<b>Passifs courants</b>		<b>50 165</b>	<b>62 088</b>
Dettes financières court terme	4.5	8 253	13 303
Fournisseurs et autres créditeurs	4.4	41 101	47 400
Provisions courantes		811	1 385
Passifs destinés à la vente		-	-
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>117 785</b>	<b>126 439</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Nombres actions	Capital	Primes	Réserves / résultats	Capitaux propres
<b>Situation au 31/12/2016</b>	<b>28 555 320</b>	<b>1 428</b>	<b>74 185</b>	<b>-23 647</b>	<b>51 967</b>
Actions propres	-	-	-	11	11
Variations de périmètre	-	-	-	-175	-175
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	-70	-70
Résultat de la période	-	-	-	204	204
<b>Situation au 30/06/2017</b>	<b>28 555 320</b>	<b>1 428</b>	<b>74 185</b>	<b>-23 677</b>	<b>51 937</b>
Actions propres	-	-	-	-7	-7
Attribution d'actions gratuites	-	-	-	49	49
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	-280	-280
Résultat de la période	-	-	-	-2 105	-2 105
<b>Situation au 31/12/2017</b>	<b>28 555 320</b>	<b>1 428</b>	<b>74 185</b>	<b>-26 021</b>	<b>49 593</b>
Actions propres	-	-	-	94	94
Augmentation de capital	241 631	12	242	-	254
Attribution d'actions gratuites	-	-	-	79	79
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	58	58
Résultat de la période	-	-	-	323	323
<b>Situation au 30/06/2018</b>	<b>28 796 951</b>	<b>1 440</b>	<b>74 427</b>	<b>-25 466</b>	<b>50 401</b>
Dont :					
Part attribuable aux minoritaires		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>82</b>	<b>82</b>
Part attribuable aux actionnaires de la société		<b>1 440</b>	<b>74 427</b>	<b>-25 548</b>	<b>50 319</b>

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 6 mois	31/12/2017 12 mois
<b>1 -Opérations d'exploitation</b>			
Résultat des activités poursuivies	323	533	-1 572
Amortissements, dépréciations et provisions	-9	499	1 858
-Ecart d'acquisition	-	-	-
-Immobilisations incorporelles	289	258	528
-Immobilisations corporelles	223	311	519
-Provisions	-521	-70	811
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	-	-	-
Résultat sur cession d'actifs non courants	-5	12	-204
Coût de l'endettement financier net	183	251	597
Charge d'impôt (yc impôts différés)	448	259	2 582
<b>Marge Brute d'autofinancement</b>	<b>940</b>	<b>1 554</b>	<b>3 262</b>
Impôts versés	-413	-454	-500
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	-2 626	-2 765	6 952
<b>Flux net de trésorerie lié à l'activité opérationnelle</b>	<b>-2 098</b>	<b>-1 665</b>	<b>9 715</b>
<b>2 -Flux d'investissement</b>			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-893	-642	-1 308
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	49	42	350
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-92	-96	-274
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	9	4	13
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-156	-17	-42
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	-197	-197
Dividendes reçus	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement</b>	<b>-1 083</b>	<b>-906</b>	<b>-1 458</b>
<b>3 -Opérations de financement</b>			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	29	-	225
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres	94	11	4
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	3 113	2 922	10 347
Remboursement d'emprunts	-5 764	-3 200	-14 763
Intérêts nets versés	-147	-169	-388
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités de financement</b>	<b>-2 675</b>	<b>-436</b>	<b>- 4 576</b>
Incidence variation des taux de change sur la trésorerie nette	16	-26	-140
<b>Variation globale de la trésorerie</b>	<b>-5 840</b>	<b>-3 033</b>	<b>3 540</b>
<b>Flux net de trésorerie des activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Trésorerie nette au début de l'exercice	13 587	10 047	10 047
Variation de la trésorerie	-5 840	-3 033	3 540
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	<b>7 747</b>	<b>7 014</b>	<b>13 587</b>

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### Préambule

Les états financiers consolidés résumés de la Société au 30 juin 2018 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble constituant le « Groupe ») et les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 26 septembre 2018.

## 1. PRINCIPES COMPTABLES

### 1.1. BASE DE PREPARATION

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été préparés sur la base du référentiel IFRS (normes et interprétations) tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers. Les états financiers consolidés au 30 juin 2018 résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et disponible sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels complets. Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2017. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

### 1.2. REFERENTIEL DE PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2017, à l'exception de l'adoption des changements concernant les principes comptables, interprétations et amendements des normes obligatoires à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018 présentés ci-dessous :

- IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients (voir note 1.2.1);
- IFRS 9, Instruments financiers – classification et évaluation des actifs financiers, option à la juste valeur pour les passifs financiers et comptabilité de couverture (voir note 1.2.2);
- IFRIC 22, Paiements d'avance sur des transactions en devises
- Amendement à IFRS 2, Paiements fondés sur des actions.

La première application d'IFRIC 22 et des amendements à IFRS 2 n'ont aucune incidence sur les comptes.

Enfin, les états financiers du groupe au 30 juin 2018 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2018 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter d'exercices ouverts postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2018, il s'agit principalement d'IFRS 16, Contrats de location, dont la mise en œuvre est décrite ci-après en note 1.2.3.

#### 1.2.1. **IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »**

La norme IFRS 15 constitue le cadre de référence quant à la reconnaissance du chiffre d'affaires, elle remplace les dispositions existantes sur la comptabilisation du revenu (IAS 18 « Produits des activités ordinaires », IAS 11 « Contrats de construction » principalement ainsi que leurs interprétations). Le groupe a opté pour une adoption selon la méthode rétrospective total, l'information comparative au 30/06/2017 et au 31/12/2017 a donc été retraitée.

- Distinction entre « Agent » ou « Principal »  
Dans le cadre de la réalisation de ses contrats ou d'une partie de ses contrats, le Groupe peut être amené à revendre du matériel, des logiciels ou des services achetés à des tiers. La norme IFRS 15 fixe les principes et critères déterminant si le Groupe agit en tant que principal ou en tant qu'agent. Ainsi le Groupe agit en « Principal » lorsqu'il contrôle les biens ou les services avant de les transférer à son client.

La notion de contrôle a modifié l'appréciation du statut d'Agent et de Principal et le conduit à considérer qu'il agit en tant qu'Agent et qu'en conséquence le revenu de ces contrats doit être présenté sur une base nette.

Ces changements n'ont pas d'impact sur le résultat opérationnel car les revenus et les charges opérationnels se trouvent diminuer du même montant, à savoir 6 278 milliers d'euros pour l'exercice 2017 dont 2 517 milliers d'euros au 30 juin 2017.

### **1.2.2. IFRS 9 « Instruments financiers »**

La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39, Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation. Elle présente trois classes d'actifs financiers ceux évalués au coût amorti, ceux évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Par ailleurs, elle fixe un modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur un objectif de comptabilisation des pertes de crédit attendues (en lieu et place du modèle d'IAS 39 basé sur les pertes encourues).

Le Groupe a procédé à l'analyse des nouvelles règles et a conclu que la première application d'IFRS 9 n'a pas d'impact matériel sur les comptes du Groupe.

### **1.2.3. IFRS 16 « Contrats de location »**

La norme IFRS 16 remplace les normes IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27 et sera applicable pour le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Elle aura pour principal effet, chez le locataire, la reconnaissance d'un « droit d'usage » à l'actif du bilan, représentant son droit à utiliser l'actif sous-jacent, et une dette au passif du bilan, représentant son obligation de paiements des loyers.

Le Groupe a mis en œuvre un projet comprenant une première phase de collecte de toute l'information requise par la norme et de simulation des impacts. Les impacts potentiels sur les comptes consolidés sont en cours d'analyse et ne sont pas précisément connus à ce jour.

## **1.3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION**

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Dans le contexte actuel de difficultés à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 juin 2018 ont été réalisées par la direction de la société sur la base de la meilleure estimation possible à ce jour de l'avenir prévisible. Les estimations sont réalisées dans le cadre d'hypothèses prenant en compte les effets du plan de rationalisation de l'activité visant à améliorer la rentabilité et la croissance du chiffre d'affaires.

## 2. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés au 30 juin 2018 intègrent l'ensemble des sociétés suivantes :

Sociétés	Pays	Méthode Consolidation	% d'intérêts en 2018	% d'intérêts en 2017
MICROPOLE	France	Société mère		
MICROPOLE France	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Atlantique	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Rhône-Alpes (ex ISARTIS)	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Méditerranée	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Nord	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 1	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 2	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 3	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 4	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 5	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 6	France	IG	100 %	100 %
Agence WIDE	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Institut	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
CROSS Systems Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
Wide Agency SA	Suisse	IG	100 %	100 %
BERYL Management	Suisse	IG	100 %	100 %
MICROPOLE CONSULTING Belgium (ex Velixis)	Belgique	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Belgium (ex Oasis Consultants)	Belgique	IG	100 %	100 %
CHIVEO	Belgique	IG	76 %	76 %
MICROPOLE INSIGHT	Belgique	IG	51%	51%
MICROPOLE Luxembourg	Luxembourg	IG	100 %	100%
EASTEQ China	Hong-Kong	IG	100 %	100 %
MICROPOLE China	R.P. Chine	IG	100 %	100 %

IG : Intégration globale

### 2.2. ACTIVITES ABANDONNEES OU DESTINEES A ETRE CEDEES

Le Groupe a pris la décision en mai 2014 de céder l'ensemble de ses activités SAP-ERP opérationnelles et autonomes non stratégiques (en France, Suisse et Belgique). Conformément à IFRS 5, le résultat et les flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées ou destinées à être cédées se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 6 mois	31/12/2017 12 mois
CA	-	-	-
Résultat opérationnel	-	-140	-140
Charges d'impôts	-	-	-
<b>Résultat de l'exercice relatif aux activités abandonnées ou destinées à être cédées</b>	<b>-</b>	<b>-329</b>	<b>-329</b>
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation	-	-	-
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'investissement	-	-	-
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de financement	-	-	-
<b>Flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

#### 3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 <sup>(1)</sup> 6 mois	31/12/2017 <sup>(1)</sup> 12 mois
France	38 452	39 581	76 358
Autres zones géographiques	16 029	16 001	31 342
<b>Total</b>	<b>54 481</b>	<b>55 582</b>	<b>107 699</b>

<sup>(1)</sup> : En application de la norme IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les informations comparatives au 30/06/2017 et au 31/12/2017 ont été retraitées (note 1.2).

#### 3.2. CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 6 mois	31/12/2017 12 mois
Salaires	-25 275	-26 952	-52 111
Charges sociales	-11 977	-11 928	-22 496
Paieement en action <sup>(1)</sup>	-95	-	-59
<b>Total</b>	<b>-37 347</b>	<b>-38 880</b>	<b>-74 667</b>

<sup>(1)</sup> Cette charge correspond à la juste valeur des actions gratuites attribuées en juillet et en octobre 2017, elle est étalée sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur de l'action est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS, prenant en compte le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action ainsi que le taux de dividendes sur la période. La charge enregistrée sur le premier semestre 2018 s'établit à 95 K€ (59 K€ sur l'exercice 2017).

#### 3.3. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En milliers d'euros	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 6 mois	31/12/2017 12 mois
Dépréciation d'actifs	-	-	-
Perte de valeurs des écarts d'acquisition et/ou variation de la juste valeur des dettes sur compléments de prix <sup>(1)</sup>	-	21	345
Coût d'intégration des sociétés acquises	-170	3	-41
Autres coûts <sup>(2)</sup>	-771	-785	-2 313
<b>Total</b>	<b>-941</b>	<b>-761</b>	<b>-2 008</b>

<sup>(1)</sup> En 2017, ce poste comprenait :

- Un produit de 20 milliers d'euros enregistré sur l'évolution de la juste valeur des dettes sur compléments de prix
- Un produit de 130 milliers d'euros lié à la révision de la juste valeur des créances sur compléments de prix
- Les plus ou moins-value de cessions des activités de Weqan et de l'agence de Toulouse (respectivement -53 milliers d'euros et +248 milliers d'euros)

<sup>(2)</sup> Les autres coûts comprennent principalement des coûts de restructuration engendrés par la réorganisation stratégique initiée en 2017 visant à concentrer le développement de l'activité du groupe autour de certaines lignes stratégiques 0,5 millions d'euros au 30/06/2018 et 2,2 millions d'euros au 31/12/2017 (0,7M€ au 30/06/2017). Le poste comprend également :

- 135 milliers d'euros liés à des litiges prud'homaux (contre 20 milliers d'euros au 31/12/2017)
- Une dotation de 70 milliers d'euros à une provision pour remise en état des locaux, sis rue Danton à Levallois
- Un ajustement d'une subvention à recevoir pour 100 milliers d'euros ;

#### 3.4. IMPOTS SUR LES RESULTATS

En milliers d'euros	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 6 mois	31/12/2017 12 mois
Impôts exigibles <sup>(1)</sup>	-448	123	-378
Impôts différés	-	-382	-2 204
<b>Total</b>	<b>-448</b>	<b>-259</b>	<b>-2 582</b>

<sup>(1)</sup> Au 30/06/2017 et au 31/12/2017 le poste comprenait 424 milliers d'euros de dégrèvement de CVAE lié à l'application du taux prévu à l'art 1586 du CGI sans prise en compte de l'intégration fiscale au titre des exercices 2015 et 2016.

La composante CVAE de la Contribution Economique Territoriale (CET) pour la France est classée en impôt sur le résultat, conformément aux pratiques sectorielles.

### 3.5. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Résultat des activités poursuivies par action	0,01	0,02	-0,06
Résultat des activités abandonnées par action	0,00	-0,01	-0,01
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	<b>0,01</b>	<b>0,01</b>	<b>-0,07</b>
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	323	533	-1 572
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-	-329	-329
<b>Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action (en milliers d'euros)</b>	<b>323</b>	<b>204</b>	<b>-1 901</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)</b>	<b>28 797</b>	<b>28 555</b>	<b>28 555</b>
Résultat des activités poursuivies dilué par action	0,01	-0,02	-0,05
Résultat des activités abandonnées dilué par action	0,00	0,01	0,01
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,01</b>	<b>-0,06</b>
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	323	533	-1 572
Charges d'intérêts sur dette convertible	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-	-329	-329
Autres	-	-	-
<b>Résultat utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers d'euros)</b>	<b>323</b>	<b>204</b>	<b>-1 901</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat de base par action	28 797	28 555	28 555
Actions présumées être émises sans contrepartie (plan d'option de souscription d'actions des salariés, dettes convertibles en action,...)	4 326	4 702	4 702
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>33 123</b>	<b>33 257</b>	<b>33 257</b>

## 4. NOTES RELATIVES AU BILAN

### 4.1. ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	30/06/2018	31/12/2017
Valeur au 1 <sup>er</sup> janvier	50 755	51 307
Acquisition de l'exercice	-	-
Compléments de prix sur acquisitions antérieures à l'exercice	-	-
Cessions	-	-240
Ecarts de conversion	44	-312
Dépréciation	-	-
Autres (reclassements,...)	-	-
<b>Valeur fin de période</b>	<b>50 799</b>	<b>50 755</b>

Les principaux écarts d'acquisition par groupe d'UGT se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2018	31/12/2017
France	36 379	36 379
Autres zones géographiques	14 421	14 377
<b>Total</b>	<b>50 799</b>	<b>50 755</b>

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans l'évaluation des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Au 30 juin 2018, il n'a pas été constaté d'indice de perte de valeur.

La méthodologie retenue consiste, principalement, à comparer les valeurs recouvrables de chacune des UGT du groupe aux actifs nets correspondants. Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir des projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de taux de croissance et de valeur terminale sont raisonnables et conformes aux données du marché disponibles.

### 4.2. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	30/06/2018	31/12/2017
Créances clients	19 775	20 428
Créances affacturées <sup>(1)</sup>	6 730	8 983
Autres débiteurs	23 435	24 964
Avances et charges constatées d'avance	2 602	1 574
<b>Total créances clients et autres débiteurs</b>	<b>52 542</b>	<b>55 948</b>
Les créances clients sont présentées nettes des pertes de valeur	-211	-189

<sup>(1)</sup> Le nouveau contrat d'affacturage, mis en place en décembre 2017, inclut des cessions de créances sans recours permettant ainsi la déconsolidation des créances à hauteur 7,4 millions d'euros (8 millions au 31/12/2017).

### 4.3. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2018, le capital s'élève à 1 439 847,55 euros pour un nombre total de 28 796 951 actions de 0,05 euros de nominal chacune, entièrement libérées.

Le groupe conserve en autocontrôle 1 200 217 actions propres (représentant 4,17 % du capital) et 50 963 actions auto-détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à un prestataire externe, ainsi que 8 011 BSAAR.

### 4.4. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30/06/2018	31/12/2017
Dettes fournisseurs	10 719	11 949
Dettes fiscales et sociales	24 513	26 595
Autres dettes	1 172	1 535
Dettes sur acquisitions - compléments de prix	369	525
Produits constatés d'avance <sup>(1)</sup>	4 327	6 794
<b>Total fournisseurs et autres créiteurs</b>	<b>41 101</b>	<b>47 400</b>

<sup>(1)</sup> Variation du poste dépendant du niveau d'avancement et des modalités de facturation des projets réalisés en mode forfaitaire.

### 4.5. ENDETTEMENT FINANCIER

En milliers d'euros	30/06/2018	31/12/2017
Emprunts à long terme	5 396	5 873
Mobilisation Crédit d'Impôt Recherche (CIR)	7 193	4 223
CICE	2 342	2 342
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>14 931</b>	<b>12 438</b>
Emprunts à long terme - part à moins d'un an	1 159	1 146
CIR / CICE – part à moins d'un an	840	4 148
Autres dettes financières	119	66
Dettes envers société d'affacturage <sup>(1)</sup>	6 135	7 944
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>8 253</b>	<b>13 303</b>
<b>Endettement financier brut</b>	<b>23 184</b>	<b>25 742</b>

#### *Analyse de l'endettement financier net*

En milliers d'euros	30/06/2018	31/12/2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 867	13 652
Concours bancaires	-96	-44
Intérêts courus non échus	-23	-22
<b>Trésorerie Nette figurant au tableau de trésorerie</b>	<b>7 748</b>	<b>13 586</b>
Emprunts bancaires	16 930	17 732
Dettes envers société d'affacturage	6 135	7 944
Autres dettes financières à moins d'un an	-	-
<b>Endettement</b>	<b>23 065</b>	<b>25 676</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>15 317</b>	<b>12 090</b>

#### *Variation de l'endettement financier*

En milliers d'euros	2017	Flux de trésorerie		Flux sans effet sur la trésorerie			30/06/2018
		Encaissements	Décaissements	Effets de change	Crédit-bail	Autres	
Emprunts bancaires	17 732	3 113	-3 955	17	-	22	16 930
Dettes d'affacturage	7 944	-	-1 809	-	-	-	6 135
Concours bancaires	44	-	-	-	-	53	96
Intérêts courus	22	-	-	-	-	1	23
<b>Total</b>	<b>25 742</b>	<b>3 113</b>	<b>-5 764</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>76</b>	<b>23 184</b>
Dont :						2018	2017
Emprunts long termes						14 931	12 438
Dettes financières court terme						8 253	13 303

## 4.6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 4.6.1. Information sectorielle

L'information sectorielle est analysée suivant l'axe géographique pour lequel il existe une mesure de la performance, en particulier au niveau des éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement et des flux de trésorerie.

En milliers d'euros	30/06/2018			30/06/2017 <sup>(1)</sup>		
	France	Autres pays	Total	France	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires	38 452	16 029	54 481	39 581	16 001	55 582
Résultat Net des activités poursuivies	615	-252	323	381	152	533

<sup>(1)</sup>: En application de la norme IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients depuis le 1er janvier 2018, les informations comparatives au 30/06/2017 et au 31/12/2017 ont été retraitées (note 1.2).

### 4.6.2. Engagements

Il n'y a pas de modification significative des engagements hors bilan par rapport aux éléments décrits en pages 60-61 du document de référence 2017.

### 4.6.3. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

### 4.6.4. Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

### 4.6.5. Principales transactions avec les parties liées

Il n'existe aucune transaction connue avec des parties liées au Groupe au sens de la norme IFRS à l'exception de celles décrites dans le document de référence 2017 à la page 62. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2018, aucune nouvelle opération significative n'a été réalisée avec des entreprises associées, des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de MICROPOLE S.A., des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs, des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

### III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2017

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Micropole SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### I Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2.1 des comptes consolidés semestriels qui présente les incidences de la première application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

#### II Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 septembre 2018

